

Service Risques, Énergie et Climat
Pointe de Jaham
BP 7212 – cedex
97274 SCHOELCHER

SCHOELCHER, le 19/12/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/11/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SARA raffinerie

ZI Californie
BP 436
97232 LE LAMENTIN

Références : RI/ENV.22.407

Code AIOT : 0022200044

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28 novembre 2022 dans l'établissement SARA raffinerie implanté ZI Californie, BP 436, 97210 LE LAMENTIN. L'inspection a été annoncée le 25 novembre 2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre du suivi à chaud de l'incident survenu le site le 24 novembre 2022 et signalé à l'inspection par courriel le même jour vers 14 h. L'inspection s'est rendue le 28 novembre 2022 sur le lieu de l'évènement pour recueillir les éléments d'appréciation sur les conséquences environnementales liées au déversement accidentel de fioul dans la zone mangrove.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARA raffinerie
- ZI Californie BP 436 97210 LE LAMENTIN
- Code AIOT : 0022200044
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La Société Anonyme de la Raffinerie des Antilles (SARA) est autorisée à exploiter, depuis 1969, des installations de raffinage de pétrole sur le site de Californie au Lamentin.

Les installations sont soumises aux dispositions de l'arrêté préfectoral n° 0041214 du 11 mai 2004 modifié. Il s'agit d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation avec servitudes, classée SEVESO seuil haut et à la directive IED, du fait notamment de ses capacités de fabrication et de stockage d'hydrocarbures et de gaz inflammables liquéfiés.

Sa capacité de traitement de pétrole brut est de 850 000 tonnes/an et la capacité de stockage de l'établissement s'élève à 286 000 m³ (41 réservoirs verticaux et 2 sphères de butane sous talus de 1 000 m³ chacune).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- incident survenu sur la tuyauterie du fioul associée au bac A4

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à monsieur le préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection	Propositions de délais
1	rapport incident	Code de l'environnement du 24/09/2020, article R.512-69	/	Lettre de suite préfectoral	30 jours

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a su prendre les mesures d'urgence pour confiner et récupérer le fioul déversé accidentellement, notamment dans la zone mangrove. L'origine de la fuite a pu être identifiée rapidement. En revanche, les informations collectées par l'inspection mettent en évidence une défaillance des moyens mis en œuvre en cas de fuite d'une tuyauterie ainsi que pour prévenir une telle fuite.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : rapport incident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/09/2020, article R.512-69
Thème(s) : Autre, rapport d'incident
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le 24 novembre 2022, vers 11h, l'exploitant a constaté lors d'une tournée opérateur, la présence de fioul au niveau du piège à hydrocarbures dans le secteur de l'école à feu. L'incident a été signalé à l'inspection par courriel le même jour aux alentours de 14 h. La fuite identifiée a pour origine la corrosion en génératrice inférieure de la tuyauterie reliant l'unité de production au bac A4. Il s'agit d'une tuyauterie de diamètre 8 pouces, aérienne, calorifugée et transportant du fioul. Le volume de fioul déversé sur le site de la SARA a été estimé à</p>

800 L. Une partie du carburant a atteint la zone mangrove via un point de rejet d'eaux « pluviales » sur une surface de 500 à 1000 m².

A la suite de l'évènement, l'exploitant a mis en place les actions suivantes :

- pose de boudins dans la zone mangrove pour contenir et limiter la pollution ;
- lancement des opérations de pompage et de nettoyage des zones impactées par le déversement d'hydrocarbures en partenariat avec la société E-compagnie ;
- excavation des terres souillées ;
- pose d'une bride (collier) pour colmater la fuite dans l'attente du remplacement de la portion de tuyauterie corrodée.

L'inspection s'est rendue sur le lieu de l'incident le 28 novembre 2022 et a pu relever que :

- la partie de la ligne à l'origine de la fuite de fioul n'était pas calorifugée. Cette partie a été enterrée au fil du temps par des éboulements, selon l'exploitant;
- l'exploitant a mandaté la société SAFEGE pour une évaluation de l'impact environnementale du sinistre, notamment dans la zone mangrove ;
- la cause profonde de la fuite causée par la corrosion de la ligne associée au bac A4 reste à identifier.



Demande d'action corrective:

En application de l'article R.512-69 du code de l'environnement, un rapport d'accident doit être transmis à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois à compter de la réception du présent rapport. Il précise a minima :

- les circonstances détaillées de l'incident ;
- l'analyse des causes de la fuite de fioul, le cas échéant des expertises de la portion défaillante de la tuyauterie associée au bac A4 seront menées ;
- les attestations de derniers contrôles réalisées sur la tuyauterie ainsi que la nature du suivi (ESP, PMII...) et les plans/programmes de surveillance associés ;
- l'analyse des causes profondes de l'incident et les conditions qui ont mené la défaillance ;
- les effets et les conséquences sur l'environnement (constats et évaluation des impacts potentiels environnementaux et sanitaires) ;
- la justification de la suffisance des mesures retenues au regard des conséquences réelles et potentielles ;
- les mesures prises ou envisagées pour éviter la récurrence de l'évènement.

Le rapport d'incident doit être complété et mis à jour au fur et à mesure des investigations réalisées ainsi que le plan d'action mis en œuvre suite à ces analyses.

Les comptes rendus des opérations de nettoyage et d'élimination des déchets dans des filières autorisées (terres souillées par les hydrocarbures) sont

adressés à l'inspection sous un délai d'un mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de suites : 30 jours